**Votre région, la date de l’envoi**

**Objet : Demande d’insérer dans votre plateforme électorale la mise en place d’un régime public et universel d'assurance médicaments**

Madame,

Monsieur,

**(mettre le nom de votre députée ou député)**

En 1997, le Québec s’est doté d’un régime général d’assurance médicaments qui permet la couverture de l’ensemble de sa population. Malheureusement, ce régime qui n’est pas entièrement public - il a un volet public et un volet privé - n’atteint pas ses objectifs d’assurer à l’ensemble de la population un accès raisonnable et équitable aux médicaments requis par l’état de santé des personnes et ses couts semblent hors de contrôle.

En 2020, 5,4 % de la population québécoise, soit près de 465 000 personnes, s’est privée de médicaments.Au plus fort de la pandémie de la COVID-19, cette proportion était trois fois plus élevée, elle serait montée à 16 %. Alors que la santé et l’accès aux médicaments essentiels constituent un droit selon l’Organisation mondiale de la santé (OMS), une proportion inquiétante de la population se prive de médicaments faute de moyens. Qu’en est-il de l’accessibilité?

À consommation égale, les régimes privés québécois coutent en moyenne 35 % de plus que le régime public. Où est l’équité?

Au Québec, les dépenses en médicaments par habitante et habitant sont parmi les plus élevées au monde. En 2018, les dépenses totales en médicaments prescrits s’élevaient à 8,36 MILLIARDS de dollars. Un nombre croissant de thérapies dépassent aujourd’hui le million de dollars annuellement. Les couts des assurances privées explosent, des personnes décident de quitter leur emploi en raison de leurs primes trop élevées, et certains groupes de travailleuses et travailleurs mettent fin à leur régime d’assurance collective en raison des couts exorbitants du volet assurance médicaments. Selon l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en 2021, le Canada a dépensé le troisième montant le plus élevé au monde en médicaments. L’organisme recommande de mener à bien le plan visant à négocier avec les provinces et les territoires l’adoption progressive de la couverture universelle des médicaments. Un meilleur contrôle des couts est plus que jamais nécessaire…

Saviez-vous que le Canada, et en l’occurrence le Québec, est toujours le seul pays de l’OCDE avec un système public de santé qui n’inclut pas les médicaments d’ordonnance?

Saviez-vous que plus de 550 organisations du Québec ([https://uniondesconsommateurs.ca/20210617-uc-assmed-appuis/](about:blank)), représentant des centaines de milliers de citoyennes et citoyens, réclament depuis plusieurs années la réforme du régime hybride québécois?

**La pandémie a mis en lumière l’urgence d’agir**

La pandémie qui nous frappe depuis plus de deux ans a exacerbé les inégalités sociales dans l’accès aux thérapies médicamenteuses et a mis en lumière plusieurs difficultés dans le système de santé :

* Des dizaines de milliers de personnes ont perdu leur emploi et leur couverture privée d’assurance médicaments;
* Les ruptures d’approvisionnement en médicaments se sont accentuées;
* Des médicaments essentiels au traitement de la COVID-19 ont failli manquer.

La crise sanitaire mondiale a révélé avec force la nécessité d’assurer un accès universel aux vaccins et aux traitements pour lutter efficacement contre la pandémie de la COVID-19, mais également contre toutes celles que nous connaitrons. La pandémie démontre également l’importance cruciale de nos différents services sociaux et de santé.

Devant l’ampleur des défis à relever, nous devons agir de façon responsable en contrôlant davantage les couts des thérapies médicamenteuses actuelles et à venir, afin de ne pas mettre en péril le financement des autres services essentiels sociaux et de santé. Car l’explosion des couts est alarmante et ne semble d’aucune façon vouloir s’estomper.

Les médicaments font partie des soins et devraient être intégrés à notre système public de santé. La mise en place d’un régime public et universel d’assurance médicaments permettrait à la fois de s’attaquer au contrôle des couts, d’améliorer l’accès aux médicaments essentiels et d’optimiser la gestion publique de ce poste de dépenses qui semble hors de contrôle.

**Les élections à venir : une occasion de porter la voix de vos concitoyennes et concitoyens**

Le large consensus social en faveur d’un régime public et universel d’assurance médicaments ne cesse de prendre de l’ampleur : le statuquo n’est pas viable et menace même l’ensemble de nos protections sociales.

Nous considérons essentiel et urgent de réformer le régime hybride québécois et de mettre en œuvre dès maintenant un régime public et universel d’assurance médicaments. Je vous demande, à titre de députée ou député de **(mettre la région),** d’écouter vos concitoyennes et concitoyens et de réclamer que cet enjeu soit inséré dans la plateforme électorale de votre parti.

Dans l’espoir d’un engagement ferme de votre part, je vous souhaite **(monsieur, madame, nom de la députée ou du député)** la meilleure des réflexions!

**Signature**

**Coordonnées (si souhaité)**

**Copie conforme**

Coalition Solidarité Santé, [cssante@gmail.com](about:blank)

